

Décret n° 2000-995 du 12 octobre 2000 modifiant le décret n° 95-414 du 19 avril 1995 relatif au comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire et pris pour l'application de l'article 33 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

NOR : ATET0080073D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,

Vu le décret n° 95-414 du 19 avril 1995 relatif au comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire et pris pour l'application de l'article 33 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,

Décrète :

Art. 1^{er}. – L'article 5 du décret du 19 avril 1995 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Art. 5.** – Le montant de la subvention de l'Etat peut avoir effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par le demandeur, pour les opérations financées à partir du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire et concernant la restructuration des zones minières.

« Les opérations qui relèvent de ce déplaçonnement sont les suivantes :

« – rénovation des voiries et réseaux divers des cités minières, assainissement ;

« – démolition des logements des cités abandonnées. »

Art. 2. – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, le ministre de l'équipement, des transports et du logement, la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, le secrétaire d'Etat au logement, la secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à

l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 octobre 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*La ministre de l'aménagement du territoire
et de l'environnement,*

DOMINIQUE VOYNET

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

LAURENT FABUS

Le ministre de l'intérieur,

DANIEL VAILLANT

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du logement,*

JEAN-CLAUDE GAYSSOT

Le secrétaire d'Etat au logement,

LOUIS BESSON

La secrétaire d'Etat au budget,

FLORENCE PARLY

Le secrétaire d'Etat à l'industrie,

CHRISTIAN PIERRET

**Arrêté du 17 juillet 2000 pris en application de
l'article 17-2 du décret n° 77-1133 du 21 sep-
tembre 1977 modifié**

NOR : ATEP0090310A

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement,
Vu la directive 96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la pré-
vention et à la réduction intégrée de la pollution, et notamment ses
articles 3, 5 et 13 ;

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour
l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux in-
stallations classées pour la protection de l'environnement, et notam-
ment son article 17-2 ;

Vu la Nomenclature des installations classées pour la protection
de l'environnement ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le bilan de fonctionnement prévu à l'article 17-2 du
décret du 21 septembre 1977 susvisé est élaboré par le titulaire de
l'autorisation et adressé au préfet.

Il s'applique aux installations classées soumises à autorisation
appartenant aux rubriques de la Nomenclature des installations clas-
sées figurant à l'annexe au présent arrêté, selon les seuils prévus.

Lorsque l'exploitant exploite sur le même site plusieurs installa-
tions classées et qu'au moins une des installations est mentionnée à
l'annexe au présent arrêté, le bilan de fonctionnement intéresse
l'ensemble des installations classées.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des
évaluations et mesures imposées au titre d'autres dispositions régle-
mentaires ou individuelles prises au titre de la loi du 19 juillet 1976
susvisée.

Art. 2. – Le bilan de fonctionnement porte sur les conditions
d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté d'autorisation.
Il contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts
mentionnés à l'article 1^{er} de la loi susvisée ;
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction
des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux
meilleures techniques disponibles ;
- les investissements en matière de prévention et de réduction des
pollutions au cours de la période décennale passée ;
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la pé-
riode décennale passée ;
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des
déchets ;
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période
décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts men-
tionnés à l'article 1^{er} de la loi susvisée ;

– les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie (cette dispo-
sition ne concerne pas les installations qui ont rempli cette
condition dans leur demande d'autorisation) ;

– les mesures envisagées en cas d'arrêt définitif de l'exploitation
(cette disposition ne concerne pas les installations qui ont
rempli cette condition dans leur demande d'autorisation).

Art. 3. – Pour les installations autorisées après le 1^{er} janvier
2000, le premier bilan de fonctionnement de l'installation est pré-
senté au préfet au plus tard dix ans après la date de l'arrêté d'autori-
sation initial. Il est ensuite présenté tous les dix ans.

Pour les installations existantes à la date du 1^{er} janvier 2000, le
premier bilan de fonctionnement est présenté au préfet selon le
calendrier suivant, fonction de la date du dernier arrêté d'autorisa-
tion accordé après enquête publique avant le 1^{er} janvier 2000 :

- avant le 31 décembre 2001 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 1 ;
- avant le 31 décembre 2002 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 2 ;
- avant le 31 décembre 2003 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 3 ;
- avant le 31 décembre 2004 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 4 ;
- avant le 31 décembre 2005 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 5 ;
- avant le 31 décembre 2006 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 6 ;
- avant le 31 décembre 2007 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 7 ;
- avant le 31 décembre 2008 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 8 ;
- avant le 31 décembre 2009 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 9 ;
- avant le 31 décembre 2010 si l'arrêté a été pris au cours d'une
année se terminant par 0.

Le bilan de fonctionnement est ensuite présenté tous les dix ans.

Pour les installations relevant du régime de l'autorisation et
n'ayant pas d'arrêté d'autorisation à la suite d'un classement posté-
rieur à leur création, ces dispositions sont applicables en fonction de
la date de publication du décret de classement.

Art. 4. – Le directeur de la prévention des pollutions et des
risques et les préfets sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de
la République française.

Fait à Paris, le 17 juillet 2000.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur de la prévention des pollutions
et des risques, délégué aux risques majeurs,*
P. VESSERON

ANNEXE

RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLAS-
SÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT VISÉES À
L'ARTICLE 1^{er}

- 1110 Très toxiques (fabrication industrielle de substances et pré-
parations).
- 1115 Dichlorure de carbonyle ou phosgène (fabrication indus-
trielle de).
- 1130 Toxiques (fabrication industrielle de substances et prépara-
tions).
- 1135 Ammoniac (fabrication industrielle de l').
- 1137 Chlore (fabrication industrielle de).
- 1139 Dioxyde de chlore (fabrication industrielle de).
- 1150 Substances et préparations toxiques particulières (fabrication
industrielle, formulation et conditionnement de ou à base
de).
- 1158 Diisocyanate de diphenylméthane (MDI) (fabrication indus-
trielle de).
- 1160 Amiante (utilisation de l').
- 1171 Dangereux pour l'environnement (fabrication industrielle de
substances).
- 1174 Organohalogénés, organophosphorés, organostanniques
(fabrication industrielle de composés).
- 1175 Organohalogénés (emploi de liquides), à partir d'une capa-
cité de 150 kg/h ou 200 t/an.
- 1176 Antimoine, argent, baryum, bore, cadmium, chrome, cobalt,
cuivre, étain (à l'exclusion des composés organostan-
niques), molybdène, nickel, plomb, tellure, titane, vana-
dium, zinc (fabrication industrielle de composés d').